

Les Temps Modernes  
Decembre 1976 N° 365

Alain Lipietz

### AU-DELA DU PROGRAMME, VOIR LES FORCES ET CE QU'ON PEUT EN ATTENDRE

Avec verve et talent, S.C. Kolm, en économiste, nous démontre par  $a + b$  ce que l'on sentait bien : le « Programme commun » nous mène, au mieux, à pas grand-chose, au pire, dans les stades. Je n'ai rien à ajouter à sa brillante démonstration, étant donné l'objet, limité, qu'il s'est fixé. Je me demande cependant s'il suffit, compte tenu des annotations du titre, d'enfoncer une porte ainsi entrebâillée. Car aussitôt d'autres questions viennent à l'esprit : si le Programme commun ne mène pas où il le dit, ceux qui l'ont rédigé sont-ils bêtes ou sont-ils méchants ? D'ailleurs ils ont peut-être eu le temps de défendre leur texte ? D'autant que la situation a changé depuis sa rédaction, il s'est passé quelque chose : la Crise, dont on aurait aimé que Kolm dise quelques mots. Face à la crise, qu'ont-ils dit ? Et enfin — ne tournons pas autour du pot — si leur programme est ce qu'en dit Kolm, faut-il ou non voter pour eux (sous-entendu : nous qui voulons « débiter la transition », pour parler comme Kolm) ? Et alors, comment empêcher les auteurs de ce programme de nous mener soit vers la « Suède nationalisée » (je dirais plutôt l'Angleterre !) soit vers les stades ?

Je crois qu'il serait un petit peu plus « matérialiste » de procéder ainsi. Répondre à toutes ces questions demanderait un gros livre, que je n'aurais pas, je pense, la patience d'écrire : je ne peux donc renvoyer, comme Kolm, par des notes en bas de page,

à une argumentation plus serrée. Je voudrais cependant avancer quelques éléments, à charge, pour le lecteur, de poursuivre la réflexion.

#### 1. Qui est derrière le Programme commun ?

En gros, deux partis, ou plutôt deux courants du réformisme français : le PS (le courant « social-démocrate »), et le PCF (le courant « révisionniste »<sup>1</sup>).

Le réformisme a pour base une aspiration spontanée des travailleurs : améliorer leur existence immédiate dans le cadre des structures existantes. Et c'est possible : dans certains pays (les métropoles impérialistes), à certaines époques (les périodes d'expansion), pour une fraction des travailleurs (en France : les Français — masculins — des grandes entreprises). Mais, pas pour tous les travailleurs, et pas durablement. Car l'impérialisme porte la crise et la guerre comme la nuée porte l'orage ; vérité d'évidence qui n'était peut-être pas si sensible en 1972.

Mais le réformisme n'est pas qu'une aspiration spontanée des masses, trompées par la pression de l'idéologie dominante sur la pérennité de l'ordre des choses existant. C'est aussi la ligne de partis, représentants d'intérêts de classe plus précis, et qui s'appuient de façon privilégiée sur des secteurs déterminés des classes travailleuses dont ils « représentent » la défense des intérêts immédiats. Mais les classes ou couches dirigeantes de ces partis n'ont, elles, nulle envie « d'ouvrir la transition ».

Leur trait commun à tous est d'utiliser la force de la classe ouvrière et des autres couches populaires, en contradiction complète avec les intérêts historiques de celles-ci, au service d'un projet de réaménagement plus ou moins profond du système capitaliste.

1. Je dis « révisionniste » parce que ce parti faisait à l'origine référence aux thèses marxistes-léninistes, puis les a « révisées » dans les actes puis dans les textes. Je refuse de dire « stalinien » car, si Staline a fait le lit du révisionnisme, le PCF aurait fort bien pu « réviser » tout seul, et d'autres (les Chinois) n'ont rien révisé du tout. J'aurais pu dire à la rigueur « guesdiste » (comme j'aurais pu dire « jaurésiste » à propos du parti de Mitterrand), pour bien marquer que le révisionnisme du PCF s'enracine dans la tradition et la structure de la classe ouvrière et du peuple français.

D'où vient alors que de tels partis puissent et s'opposer à la bourgeoisie en place et être hégémoniques au sein des masses ?

D'une part, leur projet, bien qu'il maintienne intacts les rapports fondamentaux du capitalisme, n'en apparaît pas moins comme contradictoire aux intérêts propres de la bourgeoisie en place, dans la mesure où il peut comprendre l'élimination de certains de ses secteurs, ce qui est précisément le cas du projet révisionniste de capitalisme d'Etat.

D'autre part, les réformistes ont su conquérir leur hégémonie sur les masses, en s'appuyant sur la défense incomplète, limitée, mais tout de même réelle des intérêts immédiats que ces masses ont à faire valoir dans le cadre du capitalisme. Même dans les périodes d'expansion, ils n'assurent cette défense que de manière extrêmement partielle, en s'attachant surtout à la sauvegarde des maigres privilèges des secteurs supérieurs de la classe ouvrière, en consolidant de ce fait les divisions que le capitalisme introduit, en développant toujours le corporatisme et la passivité.

Cependant, les deux courants du réformisme français représentent deux combinaisons relativement distinctes. *Très schématiquement* :

— le courant social-démocrate est dirigé par la petite et moyenne bourgeoisie moderne (les « ITC ») et s'appuie sur les travailleurs du secteur improductif et les petits fonctionnaires ;

— le courant révisionniste est dirigé par l'aristocratie et la bureaucratie ouvrière, celle qui tire ses revenus et son statut à l'intérieur des institutions bourgeoises des concessions que la bourgeoisie a dû (et peut) concéder à la lutte des travailleurs : municipalités, C.E., œuvres sociales diverses, hiérarchies syndicales, etc. ; d'autre part, il s'appuie sur la fraction qualifiée de la classe ouvrière traditionnelle.

Cette distinction est assez importante : elle explique leurs divergences d'appréciation sur le Programme commun, sur la Crise et ce qu'elle implique, sur le « modernisme » de Giscard, et très probablement les formes plus ou moins allègres ou réticentes avec lesquelles ils braderont ledit Programme une fois au gouvernement, pour se charger de cogérer ladite crise.

Toujours est-il que ces deux partis, en 1972, après trois années d'exceptionnelle expansion du capitalisme français à peine gâtée à cette époque par une mini-récession, signent ensemble ce programme. La base, c'est la volonté des masses (qui payent assez

lourdement, en terme d'aliénation et de fatigue morale et physique, le prix de l'expansion d' « aller à gauche ». Les conditions le permettant sont : la commune exclusion du pouvoir de ces deux courants, le rapprochement idéologique que permet alors la coexistence pacifique, et l'illusion que l'expansion de la « société de consommation » peut reprendre facilement (ce qu'elle fera effectivement à coup d'inflation jusqu'au plan Fourcade de l'été 74).

Passons sur les illusions légalistes, le « crétinisme parlementaire » d'un projet qui conçoit la prise du pouvoir par les travailleurs comme une occupation pacifique et légale des appareils d'Etat.

L'exemple chilien après tant d'autres l'a encore rappelé : l'appareil d'Etat n'est qu'un appareil de maintien de l'ordre bourgeois (par la force ou par la persuasion). Quand l'exécutif (le gouvernement) tombe entre les mains de partis ayant de simples velléités de changements profonds, cet appareil se disloque, ses éléments se mettent à fonctionner de manière autonome contre le peuple (Justice, Police, Armée) jusqu'à ce que le camp bourgeois impose par les armes un nouvel exécutif. Mais s'en tenir à cette critique, c'est faire des réformistes « des révolutionnaires qui n'en prennent pas les moyens ».

Il est plus important de souligner, comme le fait Kolm dans sa dernière partie, qu'en tant que projet de société ce programme ne remet en cause ni le principe même des entreprises maximisant leurs profits, ni l'organisation capitaliste du travail, ni la hiérarchie. Il ne reprend en compte aucune des aspirations prolétariennes et populaires affirmées dans les luttes. Il ne remet pas en cause le mode de gouvernement bourgeois : la délégation, par les masses, à des « spécialistes », du pouvoir sur les conditions de leur vie quotidienne. Il vise à exercer légalement la gestion du système capitaliste en la « tirant » dans le sens le plus favorable aux travailleurs, plus particulièrement aux bases d'appui du réformisme.

Son modèle économique, c'est celui de l'accumulation capitaliste, tel qu'il fonctionne dans les métropoles dans les « bonnes » périodes de l'impérialisme : relance de l'expansion par le développement de la consommation privée des masses, et par les dépenses sociales de l'Etat-Providence. Mais cette redistribution de la plus-value dans le sens du salaire et de l'impôt serait pré-

levée sur les surprofits actuels des grands monopoles. Bref, il s'agit de démocratiser le mode de vie petit-bourgeois : à chacun sa voiture, ses sports d'hiver et sa résidence secondaire. Les théoriciens du PCF ne sont plus des marxistes, ils ne centrent plus leur critique sur les conditions de la production, mais sur la distribution des revenus : ce sont des « keynésiens de gauche ».

Mais si les deux branches du réformisme sont d'accord sur la « démocratisation » du capitalisme, elles divergent sur les méthodes.

Du côté PCF : les nationalisations. Le PCF voit bien que la propriété privée des moyens de production rend difficile le contrôle de l'économie par les lois et les décrets de l'Etat-Providence. Ainsi prône-t-il la nationalisation des grands monopoles, pensant détenir ainsi les « leviers de commande ». Mais ce projet, d'ailleurs conforme aux aspirations de sa base sociale, qui y tient fermement, n'est qu'une illusion juridique. Tant que n'est pas modifiée la base économique (la division du travail, au sein des entreprises et entre elles), tant que ne sont pas renversés les rapports de domination des producteurs directs par les dirigeants des entreprises, rien de fondamental n'est modifié, comme le savent les ouvriers de Renault. Le PCF prépare un capitalisme d'Etat, où la bourgeoisie privée serait remplacée par une bourgeoisie d'Etat recrutée dans l'aristocratie ouvrière. Son modèle reste l'URSS ou la Pologne : ce « socialisme » contre lequel les ouvriers sont entrés en insurrection.

Côté PS : « l'autogestion ». Encore ne s'agit-il que de l'aile gauche de cette branche, les reliquats de la SFIO dans le PS ne veulent même pas en entendre parler et n'ont qu'un programme de réformes strictement bourgeoises. Mais « l'autogestion » du PS, du PSU à la Rocard, de la CFDT, si elle récupère effectivement la volonté des travailleurs de briser le despotisme patronal dans l'entreprise, ne substitue à ce despotisme que la « démocratie bourgeoise » : l'élection de dirigeants. Cette démocratie formelle industrielle aurait les mêmes résultats que la démocratie formelle politique : elle confierait le pouvoir à des « spécialistes », à des notables qui ne sauraient être que les cadres et ingénieurs (ceux qui « savent »). Elle substituerait ainsi à la bourgeoisie privée, propriétaire par héritage du capital, une bourgeoisie cooptée, « méritocratique » : le pouvoir à ceux qui ont fait des études, qui ont des diplômes, etc.

Si le Programme commun est, comme le remarque Kolm, muet sur la question du « pouvoir dans l'entreprise », c'est d'abord, Kolm a raison, pour ne pas avoir à avouer que ce ne sera pas celui des travailleurs. C'est aussi, plus prosaïquement, qu'entre ces deux fractions d'« aspirants bourgeois » on réserve pour plus tard la question de l'attribution des places. Question assez grave, car « l'occupation des places » suppose de heurter plus ou moins la bourgeoisie en place. Et le PS est beaucoup plus susceptible de s'accommoder du maintien d'une grande bourgeoisie privée. Comme on le pressent déjà...

## 2. Le Programme commun et la crise.

Dès l'ouverture « officielle », en 73-74, d'une crise latente depuis 1965<sup>2</sup>, l'hypothèse économique qui sous-tend le Programme commun s'effondre. C'est ce que Kolm démontre. Mais Kolm aurait pu rappeler quel contexte avait pu rendre « crédible » cette hypothèse. La France n'est pas le Chili : le « butoir de la capacité de production » n'y a pas le même sens. En fait, depuis juin 1968, Keynes pouvait triompher en France : de fortes augmentations du salaire nominal avaient effectivement lancé une vigoureuse expansion, sur la base d'un appareil productif restructuré dans les années 60. Le Programme commun était fondé sur l'idée que ça pourrait continuer ; plus on consomme, plus on produit, plus on produit, plus on consomme. A moins que les revenus « parasitaires » ne viennent enrayer le mécanisme (le PCF visait les « surprofits » et le « gaspillage » des monopoles).

En fait, une telle politique économique n'est justifiable que lorsque c'est sous une forme particulière que se manifeste la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste : la forme de la contradiction production/réalisation.

Expliquons-nous, encore une fois très (trop) brièvement.

Traditionnellement, les « contradictions » du capitalisme sont réduites à leurs deux symptômes : « baisse tendancielle du taux de profit » et « contradiction production/réalisation ». Nous verrons qu'il n'est pas neutre politiquement de mettre l'une ou l'au-

2. Thèse abrupte que de nombreux marxistes ont déjà développée, je ne m'y étendrai pas (voir notes 4 et 5).

tre en avant. En réalité, ces deux phénomènes ne sont que deux formes d'une même contradiction, inhérente au capitalisme : celle qui oppose le caractère de plus en plus social de la production (complexification, coopération, dimension de la production) et le caractère privé (c'est-à-dire autonome, indépendant, séparé de la communauté des producteurs) de la direction des processus productifs et de l'appropriation des produits<sup>3</sup>. Il en résulte sur le long terme une tendance à l'alourdissement du capital constant (qui matérialise cette socialisation) et par conséquent une baisse du taux de profit approprié de façon privée. Mais cette tendance peut être contrecarrée par l'augmentation de la productivité qui résulte de la socialisation. C'est-à-dire qu'une même mise de fonds permet la production d'une masse croissante de marchandises. Si ces marchandises sont vendues (« réalisées »), il en résulte une hausse du volume du profit. Cela suppose que le marché s'élargisse : or, si la valeur reconnue de la force de travail ne suit pas la hausse de la productivité, apparaît un conflit entre la masse croissante de la production et l'étroitesse de la base de la consommation. En sorte que la révolutionnarisation permanente, mais *progressant par vagues*, des processus productifs peut, certes, par la hausse de la plus-value relative qu'elle permet, contrebalancer pendant certaines périodes la baisse du taux de profit, mais, si le salaire réel ne suit pas les gains de productivité, on se heurte au problème de la « sous-consommation ». C'est le problème que Marx puis Rosa Luxemburg avaient relevé et auquel Keynes a apporté l'attention que l'on sait, à travers la question de la « demande effective ».

Qu'est-ce qui est le plus grave pour le capitalisme ? Au fond — et surtout depuis que les « Etats keynésiens » savent résoudre le problème de la demande effective *dans les périodes bénies où les gains des productivités n'imposent de résoudre que ce problème-là* — c'est la baisse tendancielle du taux de profit, qui est

3. Kolm a en un certain sens raison quand il parle de contradiction inhérente « plus à l'économie de marché qu'à l'économie capitaliste », si par capitalisme il vise la propriété privée *juridique* du bourgeois traditionnel. Pour Marx, le capitalisme n'est que la forme la plus développée de l'économie marchande, et c'est là la racine des crises. Et les communistes chinois mettent aujourd'hui l'accent sur la critique de l'idéologie de la « production marchande », l'esprit du chacun pour soi et du donnant-donnant.

le moteur. La contradiction production/réalisation ne fait en réalité sentir ses effets que vers la fin des périodes de long terme de gains de productivité. A ce moment-là, la crise permet, de façon très douloureuse (avec ses conséquences économiques — mais aussi politiques : fascismes, guerres), de jeter les fondements d'un nouveau cycle. Seulement, au niveau immédiat, c'est sous la forme de la crise de réalisation que se manifeste l'inadéquation des normes de production et d'échange.

Tout ceci nécessiterait de longs développements, mais venons-en aux problèmes politiques. Car le clivage « réforme/révolution » se traduit, chez les théoriciens du mouvement ouvrier, dans l'accent mis sur tel ou tel des deux symptômes. Et on assiste à un curieux chassé-croisé.

Dans les périodes d'expansion, le capitalisme « baigne dans l'huile ». Alors les réformistes misent sur la baisse tendancielle du taux de profit : l'alourdissement de la composition organique du capital amène l'Etat à prendre en charge une part croissante des industries de base. Il suffit au parti ouvrier de conquérir électoralement l'Etat, et le tour est joué ! Au début du siècle, c'est la position de Kautsky. Face à lui se dresse Rosa Luxemburg, qui prophétise à court terme (en 1907) une crise de sous-consommation qui ne pourra se régler que par le recours aux dépenses d'armements puis au repartage du monde (1914 n'est pas loin !).

En France, dans les années 60, le PCF, avec la théorie de la « crise du capitalisme monopoliste d'Etat » avait retrouvé l'argumentation de Kautsky.

Vient l'ouverture officielle de la crise. Dès lors, ce sont les révolutionnaires<sup>4</sup> qui affirment que la crise est structurelle, que le capitalisme ne peut s'en tirer et rétablir ses taux de profit<sup>5</sup> qu'en écrasant la classe ouvrière, et par la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail, sans doute au travers

4. Par exemple : « La crise de l'impérialisme ». S. Amin, A. Faire, M. Hussein, G. Massiah, éd. de Minuit.

5. Pour ces auteurs, la baisse du taux de profit impérialiste s'accélère vers la fin des années 60 à cause : de l'épuisement des gains de productivité de la dernière vague de « révolutionnarisation des forces productives » ; de la remise en cause de l'échange inégal par le tiers monde ; de la résistance ouvrière à l'organisation capitaliste du travail. Et la crise se noue avec l'égalisation des conditions de la production entre les USA, l'Europe et le Japon.

d'une guerre. Dès lors, on ne peut sortir de la crise que par la révolution, en rompant avec les lois du Capital.

Au contraire, le PCF redécouvre les vertus de la demande effective, affirme que c'est l'austérité (du plan Fourcade) qui, en comprimant la demande populaire, provoque le chômage. Ce qui, en un sens, est vrai, mais seulement à très court terme : c'est ce que montre la reprise de la fin 75, provoquée par un relâchement du plan Fourcade face à l'extraordinaire résistance ouvrière en 74-75. Mais cette mini-reprise, vite essouffée, et qui n'a pu que freiner la *progression* du chômage, rejette la France dans le camp de « l'Europe faible », des pays — au capitalisme malade — qui ne s'en-tireront-pas. La chute du franc sanctionne ce non-redéploiement, et l'appel au « chevalier de l'austérité », Raymond Barre, traduit la nécessité pour le capital d'en découdre avec la rigidité ouvrière.

Alors, pour le PCF, le Programme commun reste plus que jamais d'actualité : rognons les profits des monopoles (et en particulier des compagnies pétrolières), distribuons du pouvoir d'achat et on reviendra aux bons jours de la société de consommation de M. Pompidou. Pour sortir de la crise, il n'y a qu'à changer de majorité. Curieusement, des « théoriciens » du PS sont, eux, d'accord et avec les révolutionnaires, et avec la bourgeoisie, et avec Kolm : distribuer aujourd'hui du pouvoir d'achat dans le cadre du capitalisme mène à une impasse. Utilisant cette nouvelle tarte à la crème, la fameuse « Fresque de l'INSEE » qui montre la chute du rendement du capital fixe depuis 1964, M. Rocard et J. Attali expliquent qu'on n'y peut rien et que le gâteau à distribuer décroît.

Ces « théoriciens » esquissent une conclusion aussi éloignée de celle des révolutionnaires que du Programme commun : il faut accepter des sacrifices en termes quantitatifs, quitte à se rattraper dans le qualitatif. Brière, dans *France Nouvelle* qui sent bien la faiblesse théorique de la position du PCF, peut bien multiplier les contorsions pour démontrer que, les « nouvelles forces productives » exigeant un travail plus qualifié, la hausse des salaires (la baisse du taux d'exploitation) pourrait s'accompagner d'une hausse du taux de profit<sup>6</sup>, rien n'y fait. De 74 à

6. Brière confond allègrement valeur et prix, et, pire, valeur de la force de travail et valeur ajoutée par le travail (fût-il qualifié).

76, le courant social-démocrate et la direction du syndicat CFDT qui s'y rattache se résignent progressivement à faire payer la crise aux travailleurs en échange d'une utopie qualitative importée du révisionnisme italien : « le nouveau modèle de développement ».

La nature des forces sociales qui se sont retrouvées dans le Programme commun explique ce phénomène.

D'une part la couche dirigeante du PCF, idéologiquement solidaire des thèses productivistes qui ont triomphé en URSS, n'attend sa consécration que de la mainmise sur les grandes entreprises des industries lourdes et d'équipement. Mais cela ne serait pas suffisant. Le PC italien, lui, est venu, par « réalisme », sur les positions du PS français. Mais justement, le PCF, dans la rivalité qui l'oppose au PS, doit à tout prix conserver sa base d'appui : la classe ouvrière française qui, elle, n'ayant guère goûté comme la petite bourgeoisie aux charmes indiscrets de la société de consommation, refuse absolument de se serrer la ceinture pour un peu de verdure et de quitter ses postes de travail pour la conviviale ambiance des communautés de l'Ardèche. Cela dit, ça viendra : au fur et à mesure que le PCF approchera du pouvoir, il découvrira à son tour les horreurs d'une expansion que le mode de production capitaliste ne peut plus garantir. La campagne électorale de Tours l'indique assez.

Quant au PS, lui, il occupe d'autant plus aisément la position du PCI que sa couche dirigeante, gavée, n'a plus rien à demander à « l'expansion capitaliste » sinon le partage des responsabilités, à commencer par la cogestion de la crise. Or, ça tombe bien. Voici un président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, qui présente une double particularité, dans la double ligne de partage qui découpe la droite française :

— C'est un « moderniste », qui recherche l'alliance de la grande bourgeoisie et de la petite bourgeoisie moderne salariée, par opposition aux « travaillistes », qui recherchent l'alliance de la petite bourgeoisie ancienne (paysans, commerçants).

— C'est un « libéral », un « orléaniste », comptant sur la décentralisation et l'initiative privée, par rapport aux « jacobins », aux « centralistes ».

Le premier aspect l'oppose à Chirac, mais le second à Chaban. Comme l'heure n'est plus aux rêves gaulliens de la politique industrielle (c'est la crise...), Giscard commence par gouverner

avec Chirac, mais dans l'esprit de Chaban : rallier des ITC. C'est-à-dire, à terme, le PS. « Merveille », se pâme *le Nouvel Observateur*, à l'été 74, devant la fraîcheur du giscardisme. Pendant ce temps, Fourcade se charge de faire payer la crise aux travailleurs par la méthode du salami.

Malheureusement, la résistance populaire et l'approfondissement de la crise ont vite fait d'écailler le vernis libéral. Au printemps 76, Républicains Indépendants et UDR, en désaccord sur tout le reste, ne peuvent plus communier que dans le culte de la « sécurité des Français » : c'est l'heure de la fusillade de Monredon, et des ratonnades de Barbès.

Été 76, nouveau tournant. L'offensive populaire de printemps a échoué, le PCF et le PS ont fait preuve de « responsabilité » : on n'aggraverait pas la crise par des exigences incompatibles avec la restructuration, on attendra sagement 78. Le président alors se sent les mains libres, et va tenter de recommencer, presque exactement, l'opération du printemps 74 : gouvernement d'austérité + clin d'œil moderniste-libéral au PS.

Et ça remarque !

Repâmoison du *Nouvel Observateur*<sup>7</sup>. Cette fois le glissement est très clair. « Les problèmes sont devenus trop graves pour qu'on puisse gouverner sans consensus large. C'est 60 % qu'il nous faut. C'est un compromis historique. Il faut adapter le Programme commun aux réalités nouvelles. Y-a-t-il un bon usage du giscardisme ? » Et un autre collaborateur du journal de répondre : « C'est entendu, les Républicains Indépendants sont de droite, et nous de gauche. Mais entre leur libéralisme et l'autogestion, il y a un terrain d'entente : l'hostilité à l'Etat et à la grande industrie polluante. Partout en Europe, entre néo-socialistes et néo-libéraux, il y a osmose et échange partiels... ». Effectivement, partout la droite passe à l'attaque, comme en Suède, « pour la décentralisation et contre les centrales nucléaires »<sup>8</sup>. Mais en Suède... c'est contre la social-démocratie !

On mesure ici quels ravages, dans la conjoncture de crise, peut provoquer une idéologie qui, dans les années 60 et jusqu'à 73, pouvait être l'alliée des révolutionnaires à la fois contre la

7. *Le Nouvel Observateur* du 30 août-5 septembre.

8. *Le Monde* du 2 septembre, article de A. Deboye sur les prochaines élections suédoises.

« société de consommation » et contre les thèses productivistes du révisionnisme et des tenants du capitalisme d'Etat. Aujourd'hui, les thèses d'Illich, l'anarchisme de Glucksmann, les rêveries écologico-antogestionnaires, et pour tout dire « conviviales », s'opposent toujours aussi violemment aux thèses productivistes du Programme commun, ce qui serait une bonne chose si les tenants de celui-ci ne les avaient abandonnées ou ne s'apprêtaient à le faire. En revanche, elles sont au diapason (« en osmose et échange ») avec le « modèle de crise » de la grande bourgeoisie : la croissance, c'est fini, la restructuration est obligatoire, de toute façon vos emplois étaient salissants et votre consommation aussi, alors mieux vaut être pauvre et bien portant que riche et malade. Entre le « redéploiement » de Giscard et le « nouveau modèle de développement » de la CFDT, il n'y a que ce qui sépare le cynique discours du maître<sup>9</sup> de l'opium du peuple.

Certes, le socialisme (et la Révolution culturelle chinoise l'a rappelé) ne s'accommode ni des formes de la grande industrie capitaliste ni de l'Etat bourgeois. Et on ne changera pas le contenu de classe de la production et de la superstructure sans en changer aussi la forme matérielle. Mais en rejetant tout sur le dos des forces productives (ou du caractère centralisé de l'Etat), les « néo-socialistes », oubliant les rapports de production, commentent la même entourloupe que ceux (les révisionnistes) qui attendent tout de la croissance de ces forces<sup>10</sup>. La différence, c'est qu'à l'heure de la crise, les premiers font directement le jeu des Républicains Indépendants. C'est-à-dire le parti des héritiers harvardisés de Pinay, les correspondants français des Républicains à la Reagan, les pourfendeurs de l'Etat-Providence, le parti de Marcellin et de Poniatowski, ceux pour qui l'Etat ne sert qu'à mater et ne doit pas se mêler de colmater. Même Cavanna, et pour quelques années encore le grand Duduche, préféreraient manger toute leur vie du poulet aux hormones à l'ombre du Super-Phoenix que de convivialiser avec de tels convives.

Plus grave encore : face aux « coupables » complaisances de Chirac à l'égard des paysans (et de Royer à l'égard des petits

9. « Ils n'ont pas de pain ? Qu'ils mangent de la brioche ! » disait déjà Marie-Antoinette.

10. Plus profondément, il y a un rapport étroit entre division du travail et exploitation. Mais il est aussi grave de faire la critique de la division du travail sans faire la critique de l'exploitation, que l'inverse.

commerçants), ce sont ces néo-socialistes modernistes, tels les hommes du PSU rocardien, qui ont osé et oseront porter bien haut, aux côtés de modernistes libéraux ou jacobins, le drapeau du « nécessaire sacrifice » de cet archaïsme hérité de Méline : la petite paysannerie, première cible de la crise (de même qu'ils nous font avaler comme « socialiste » la municipalisation des sols, et se résignent à la liquidation des vieilles industries non rentables — et, ça tombe bien, polluantes). « Où est l'Ordre Public ? » s'exclame un des plus dignes représentants de ce courant, journaliste au *Monde*<sup>11</sup>, lors de la fusillade de Monredon. « A quoi servent les lois quand on les voit appliquées contre les idées subversives<sup>12</sup> plutôt que contre les actions illégales ? (...). A croire que, depuis les lois de Méline en faveur des agriculteurs, nul, à droite comme à gauche, n'ose les contenir. « Où est l'Etat ? » Comme quoi, on a beau être gestionnaire, on en a toujours besoin...

### III. Voter Programme commun ?

Attention. Le PCF a lui aussi son compromis historique dans la poche, avec « les autres », naturellement, avec les jacobins — centralistes — nucléairisants — pollueurs, etc., bref avec les chevaliers gaullistes du défi industriel. Il ne s'agit par de prendre parti à l'intérieur du quadrilatère des partis bourgeois. Il s'agit de savoir si, pour « ouvrir la transition », la classe ouvrière et le peuple travailleur doivent privilégier la contradiction « décentralisateurs/centralisateurs » (RI + PS/UDR + PCF, en schématisant terriblement) ou « conservateurs/réformistes ».

Le rapprochement « néo-libéraux/néo-socialistes », s'il se réalise, a une signification bien précise par rapport au problème qui préoccupe Kolm : une partie signataire du Programme commun s'apprête à accéder au gouvernement pour cogérer la crise, dans une direction diamétralement opposée à la version même minimale du Programme commun. Il y a un précédent historique : la victoire électorale des travaillistes anglais lors de la crise de 1930. Aussitôt en place, Ramsay MacDonald tourne le dos à tous

11. Numéro du 8 mars 1976.

12. Allusion à l'opération de Chirac contre les comités de soldats, qui visait aussi le PS.

ses engagements, et fait sien le programme « d'austérité » du patronat, provoquant une scission de son parti et une durable démoralisation de la classe ouvrière<sup>13</sup>.

Ce risque n'est pas exclu. Il doit être (par ceux qui veulent « débiter la transition ») résolument combattu. Le plus sûr obstacle, c'est la tendance des travailleurs, depuis trois ans, à lutter pied à pied face à la crise, refusant la baisse du salaire réel et la « mobilité du travail ». Le même phénomène se produit d'ailleurs en Italie, où il entrave le « compromis rampant ».

Aujourd'hui, la contradiction politique « droite/gauche » prend la signification d'une polarisation de la société en deux blocs, autour de la question clé de l'austérité et de la restructuration.

Et cela, *malgré* le projet propre des groupes dirigeants du réformisme.

Nous avons évoqué en effet au début de cette note deux aspects qui permettent de comprendre pourquoi la bi-polarisation a profité à l'union de la gauche : parce que celle-ci s'oppose d'une certaine manière et jusqu'à un certain point à la bourgeoisie en place, parce qu'elle apparaît comme un défenseur même inconstant de certains des intérêts des masses.

Mais, et c'est peut être encore plus important, du point de vue stratégique, ces deux aspects permettent également de comprendre le caractère particulièrement instable de ce succès des réformistes. Nous sommes dans une période de crise générale, où la volonté de résistance des masses face à un capitalisme qui ne peut rien concéder sans risquer d'accélérer sa perte, mettent inéluctablement en lumière la contradiction du réformisme : on ne peut garantir les intérêts même « alimentaires » des masses sans rompre avec les lois du capitalisme. Ce que démontre Kolm, à sa manière.

De ces deux considérations, il résulte, sinon que le Programme commun peut « débiter la transition », du moins qu'aujourd'hui — c'est-à-dire, en France, dans l'horizon politique de la tactique, et bref, aux prochaines législatives — il se peut fort bien que la victoire des partis du Programme commun soit le premier pas qui nous mène au seuil d'une crise révolutionnaire.

13. Naturellement la social-démocratie française n'a rien à apprendre de l'anglaise. Sans remonter à Mitterrand, il suffit d'évoquer le Front Républicain de 56.



D'une part, parce qu'aujourd'hui, le refus des masses de payer la crise prend, qu'on le veuille ou non (« on » : nous, ou les gauchistes, Kolm, les « néo-socialistes », les révisionnistes, Giscard, ou qui que ce soit d'autre), la forme d'une opposition politique au gouvernement Giscard (cet « état-major de crise ») et que le moyen de l'abattre a pour le moment la figure de l'Union de la gauche.

D'autre part, à cause de cela même qu'évoque Kolm : la possible mise en œuvre de sa version maximale sous la pression des masses. Certes, cela risque de nous conduire droit au stade. Mais, comme dit le président Mao : « Si on n'entre pas dans la tanière du tigre, comment pourra-t-on lui dérober ses petits ? » Entrons donc dans la tanière du tigre. Que se passera-t-il en cas de victoire des signataires du Programme commun (et si les « néo-socialistes » ne commettent point l'adultère avec le président néolibéral, ce qui dépend aussi de la pression des masses, comme on l'a vu lors des deux premiers gouvernements portugais) ?

L'expérience du Chili et du Portugal peuvent nous éclairer : ce serait la transformation de la crise du régime en crise nationale, en situation prérévolutionnaire. De plus, cette crise nationale française s'inscrirait sans doute dans une crise générale de « l'Europe faible », c'est-à-dire de l'Europe latine (Portugal, Espagne, Italie). Cette situation favorable pour la Révolution serait toutefois contrebalancée par l'accroissement de la rivalité russo-américaine, par le risque de guerre mondiale qui permettrait à la droite de jouer le chantage de « l'Union sacrée ».

Qu'est-ce qu'une crise nationale ? Une situation où « ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant et ceux d'en haut ne peuvent plus commander comme avant » (Lénine).

Faiblesse chez ceux d'en haut. On sait que la bourgeoisie n'a pas de « parti » lui servant d'intellectuel collectif, de quartier général : ce rôle-là, c'est en général le gouvernement, l'« exécutif » qui le joue. Aujourd'hui le ralliement de tous les partis politiques de la bourgeoisie et du CNPF autour de Giscard, investi d'un mandat en blanc pour résoudre la crise, manifeste ce trait de façon caricaturale. Privé de son exécutif, occupé par des partis (les réformistes) qui ne représentent pas ses intérêts directs, la bourgeoisie éclatera. Une partie tentera d'entraîner le gouvernement à assumer la gestion de ses intérêts, une autre (la plus liée à l'impérialisme atlantique), complotera contre ce gou-

vernement et préparera le coup d'Etat réactionnaire. Cet éclatement tendra à disloquer les appareils d'Etat, entre partisans du respect de « l'alternance démocratique » et d'autres secteurs (dans la police, l'armée) qui feront sécession.

En face, cette crise de l'Etat bourgeois démultipliera la capacité et la volonté d'initiative des masses. Face à un gouvernement de partis, certes bourgeois, mais paralysés par la nécessité de conserver leur crédit auprès des masses, non seulement pour sauver leur pourcentage de voix, mais bientôt leur propre peau, face à une réaction qui prendra elle-même l'initiative de l'illégalité et du sabotage, irrésistible s'affirmera la tendance à opposer la légitimité des besoins du peuple aux contraintes de la légalité bourgeoise et des « fatalités économiques », et à ériger cette légitimité en nouvelle légalité, en « second pouvoir », qui ne fera qu'accroître la désagrégation de l'ancien.

Mais cette perspective éminemment favorable ne doit pas masquer les dangers, que la crise de l'été 75 au Portugal a bien mis en lumière, et que Kolm souligne à l'excès en posant l'inéluctable équation : Mitterrand + débordement = Bigeard.

Certes, les masses arracheront plus facilement des avantages immédiats, mais qui se révéleront encore plus clairement antagoniques aux lois du capitalisme (qui continueront à s'imposer), et ne feront à terme qu'aiguiser le caractère catastrophique de la situation économique, encore aggravée par le sabotage bourgeois à l'échelle internationale. Face à la catastrophe, les différentes couches du peuple disposeront, dans la lutte pour leurs intérêts catégoriels, d'un poids différent : les grandes usines plus que les petites, les ouvriers plus que les paysans, etc. Ces risques de division au sein du peuple seront aggravés par la politique propre des réformistes, et en particulier des révisionnistes, qui chercheront à imposer leur propre solution bourgeoise à la crise, en neutralisant certains secteurs du peuple par des avantages économiques, en écrasant les autres, en réprimant, même militairement, les mouvements de masse.

La crainte devant la catastrophe, la division au sein du peuple, dont certains secteurs reconnaîtront dans le gouvernement réformiste leur ennemi direct, pourront offrir une base de masse à la contre-révolution, que faciliteront encore les oscillations des partis réformistes, pouvant tourner à la trahison ouverte (PS) ou au raidissement bureaucratique (PC).



Eh bien, entre les perspectives favorables et les dangers (qui sont le propre de toute situation révolutionnaire), les révolutionnaires doivent, à mon avis (mais c'est leur affaire d'en débattre), avoir la hardiesse de parier sur les perspectives favorables, et de reconnaître, dans les dangers eux-mêmes, l'occasion historique et l'épreuve inévitable pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et du peuple travailleur à leur projet.

Eh oui ! Eux, les « opposants radicaux » à l'état de choses existant, devront bien être un jour les porteurs d'un projet concret d'un monde nouveau, non pas dans ses grandes lignes, mais même dans ses premières mesures immédiates. « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » : c'est sur de telles propositions que les bolchéviks ont conquis la majorité du peuple russe qui se détournait des réformistes à l'été 1917, c'est ce qu'a compris trop tard le MIR chilien avec son « Programme du peuple » et les révolutionnaires portugais avec le « Programme du Copcon ». Le gouvernement réformiste, c'est la possible rupture de masse de la majorité avec le réformisme, mais c'est aussi la course de vitesse contre la réaction. Si alors la Révolution apparaît à l'évidence comme la voie, non seulement du bonheur, mais simplement du salut immédiat, alors l'insurrection ne sera plus qu'un problème technique (« un art », disait Lénine).

Mais tout se joue avant, dans la capacité qu'auront les révolutionnaires de montrer que la Révolution sociale est l'intérêt du peuple tout entier. Et cela ne se fera pas seulement en publiant de beaux programmes, mais en dirigeant les luttes, contre le gouvernement réformiste et contre la réaction, avec des objectifs qui préservent les intérêts collectifs des masses, qui résolvent les contradictions au sein du peuple, qui développent le contrôle des travailleurs sur la production et consolident l'unité populaire.

Là, il faut être clair. Ce « Programme du peuple sous le Programme commun » n'est pas un ensemble de perspectives socialistes du type évoqué dans la dernière partie de l'article de Kolm. Certes ces perspectives sont largement justes et devront déjà être affirmées et partiellement mises en œuvre par les masses, dans la mesure limitée où elles ne disposeront pas du Pouvoir<sup>14</sup>. Il ne

14. Le 25 novembre 1975 est venu rappeler aux tenants du « Pouvoir Populaire à la Base » que, sans le pouvoir d'Etat, le monopole organisé de la force légitime, on n'a rien, et que les plus belles expériences ne tiennent pas devant les chars des mercenaires.

s'agit pas non plus des « recommandations de la Science » (?) à adresser au gouvernement Mitterrand. Ce dont il s'agit, c'est d'une véritable politique économique de la classe ouvrière au sein de la Crise. D'un dépassement de la résistance usine par usine (pour « refuser de payer la crise ») vers un contrôle ouvrier s'étendant à la solidarité entre usines, et surtout à l'unité ouvriers-paysans-employés, afin de « faire payer la crise au capital » — dans la mesure du possible et pour une période qui ne saurait se prolonger longtemps avant un affrontement décisif. L'essentiel étant d'arriver à cet affrontement décisif dans une situation où la majorité du peuple travailleur (et pas seulement un secteur avancé de la classe ouvrière) aura pu faire l'expérience que seule une remise en cause globale des rapports capitalistes peut nous sortir de la Crise, et conjurer la guerre.

Car, faut-il rappeler à ceux qui préféreraient ne pas rentrer dans la tanière du tigre, et se réfugieraient dans l'abstention (ou le vote néo-libéral) ce qui en serait le prix ? Pensent-ils que le coût (en misère et en chômage) de la cure de M. Barre vaut bien l'avantage (éviter Bigeard<sup>15</sup>) ? Outre qu'il faudrait en convaincre tous les travailleurs qui n'auraient pas la clairvoyance d'un si sage calcul et qui, la faim ou quelque démon les poussant, auraient la sottise de voter quand même Programme commun, il faudrait aussi convaincre ceux qui ont remarqué que depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme n'a pu sortir de ses crises qu'en passant par la guerre. Que les anti-Bigeard et les antinucléaires choisissent !

Alain LIPIETZ.

15. Et d'ailleurs, évitons-nous Bigeard ? L'amiral Sanguinetti n'a-t-il pas démontré avec précision ce que signifiait la « politique de défense » néo-libérale : le quadrillage ?